

<https://www.pressegauche.org/Budget-Marceau-et-la-sante-compressions-et-desassurance-Coalition-solidarite>



# **Budget Marceau et la santé : compressions et désassurance ( Coalition solidarité santé)**



- Communiqués -  
Date de mise en ligne : jeudi 20 février 2014

---

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

---

**MONTRÉAL, le 20 févr. 2014 - La Coalition solidarité santé dénonce la poursuite des compressions budgétaires en santé telle qu'annoncée dans le budget Marceau. L'augmentation budgétaire prévue à 3 % est inférieure à celle de l'an dernier qui s'était pourtant traduite par des compressions difficiles à absorber par le réseau de la santé.**

D'une moyenne annuelle de 5,6 % de 2006 à 2010, l'augmentation de budget a été réduite l'an dernier à 4,8 %. L'AQESSS a dénoncé cette semaine cette diminution parlant d'une compression de 627M\$ sur quatre ans. Elle réclamait pour cette année une augmentation de 834M\$, soit 4,4 % pour le maintien des services actuels. Or, le ministre ne prévoit que 3 % d'augmentation pour l'année qui vient. « Cette diminution pourrait équivaloir à quatre années de compressions en une ! », s'exclame Jacques Benoit, coordonnateur de la Coalition. « C'est clair que les services vont être touchés ! », s'empresse-t-il d'ajouter.

Du même souffle, le ministre annonce qu'il va instaurer le financement par activité (FPA), qu'il nomme financement axé sur le patient. Ce type de financement, où on établit un coût pour chaque acte posé, ne fait qu'augmenter les coûts administratifs et la bureaucratie qui doit contrôler la saisie et la gestion des données, tout en n'apportant aucune nouvelle ressource dans les services.

La Coalition rappelle que la British Medical Association (BMA) a pris une position formelle contre ce mode de financement à cause des effets pervers expérimentés dans la pratique. Le FPA encourage le « sur-traitement » de certaines populations à faible risque au détriment des patients à risque plus élevé, moins prévisibles, qui sont sous-traités. La BMA a même écrit une lettre officielle à l'Association médicale canadienne, il y a quelques années, pour mettre en garde contre le FPA.

Dans son rapport, le Groupe d'experts mandaté par le gouvernement effleure très brièvement les risques de ce mode de financement, risques qui se sont avérés ailleurs, mais conclut rapidement qu'on peut les gérer... en augmentant l'administration et les contrôles !

« Un prix pour chaque geste posé, ça ne sert qu'à établir un marché pour les services hospitaliers, un marché interne et éventuellement une concurrence avec le secteur privé. Compressions, bureaucratisation et marchandisation, le budget du ministre met la table pour la désassurance et la tarification des services sociaux et de santé », conclut Jacques Benoit.